

ÉLECTRIFICATION PAR KIT PV EN MÉCANIQUE PROJET



Sarah HOLT

- 36 ans
- socio-économiste de l'énergie
- Elle a travaillé avec l'ADEME, la GIZ, la Fondem et aujourd'hui IED
- Elle intervient depuis une douzaine d'années dans plusieurs pays d'Afrique, dans l'accès à l'électricité.

Pouvez vous nous décrire très succinctement le projet MICRESOL ?

Cofinancé par la Facilité Energie de l'Union Européenne et mis en œuvre par la Fondation Energies pour le Monde entre 2012 et 2016 dans la région de Tenkodogo au Burkina Faso, ce projet visait la diffusion de 1 000 kits solaires en partenariat avec une institution de microfinance locale, auprès de trois types de bénéficiaires : des ménages ayant besoin d'électricité pour éclairer leurs concessions et gagner en confort domestique (ventilation, radio/TV), des infrastructures (écoles, centres de santé) pour augmenter la qualité des services publics fournis (ex. conservation de vaccins), et des petits entrepreneurs ruraux (couturiers, coiffeurs, artisans, commerçants) pour développer leur activité (outils, machines).

Toute une gamme de kits était proposée, du plus modeste (éclairage et recharge de téléphone) accessible aux couches de la population les plus vulnérables, au plus performant (services de froid) répondant aux besoins des acteurs économiques les plus exigeants et disposant de moyens plus conséquents

Afin de garantir un matériel de haute qualité (module, batterie, régulateur, onduleur, et ampoules aux normes européennes), et donc relativement cher, son acquisition a été partiellement subventionnée par les bailleurs de fonds (UE, ADEME, Ministère français de la Transition Ecologique).

4 ans après la fin du projet, les équipements sont-ils opérationnels et y a-t-il un suivi ?

Impliqué dès la conception du projet, un opérateur local, l'entreprise BETA (basée au cœur de la zone d'intervention) a assuré l'installation et la maintenance des équipements solaires. Ce service étant intégralement financé par le microcrédit pendant sa durée (3 ans), certains utilisateurs en bénéficient encore (les derniers microcrédits ont été accordés fin 2016 et début 2017). Les bénéficiaires qui le souhaitent peuvent poursuivre avec BETA pour l'entretien de leur kit une fois qu'il est payé et qu'ils en sont propriétaires.

Malheureusement, malgré ce dispositif, il est difficile de suivre les équipements une fois le crédit remboursé et les principaux acteurs déliés de leur engagement contractuel. Ce manque d'accompagnement dans la durée reste selon moi l'un des défis majeurs des projets d'électrification décentralisée en Afrique.

Pensez-vous que ce type de programme subventionné peut encore coexister devant la montée en puissance des opérateurs privés du PAYG ?

Les opérateurs privés proposant des solutions PAYG sont eux aussi très largement soutenus financièrement ; ils ont une capacité impressionnante à lever des fonds internationaux, y compris privés. Selon moi, nous n'avons actuellement ni la transparence ni le temps de retour d'expérience suffisants pour savoir si ce nouveau modèle d'affaires constitue véritablement une alternative viable et surtout rentable (est-ce que les investisseurs et les *business angels* verront un jour un retour sur investissement ?). C'est parce qu'on ne peut pas encore répondre à cette question qu'il faut continuer à soutenir les projets d'ERD à vocation de service public et leur accès à des financements intégrant un mécanisme de subvention.